



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2025234-0007

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires applicables à l'exploitation du parc éolien de Jasseines par la société EOLE JASSEINES sur le territoire des communes d'AULNAY, BRILLECOURT et JASSEINES

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 411-1, L. 511-1 et suivants, L. 181-1 et suivants, L. 512-20 et R. 181-45 ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les arrêtés de permis de construire n° 2014189-0005, n° 2014189-0006 et n° 2014189-0007 en date du 8 juillet 2014, et de transfert de permis n° DDTACA2016274-001, n° DDTACA2016274-002 et n° DDTACA2016274-003 accordant la construction de six aérogénérateurs et d'un poste de livraison sur le territoire des communes BRILLECOURT, AULNAY et JASSEINES ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° BECP2018275-0001 du 2 octobre 2018 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU la décision prenant acte du bénéfice de l'antériorité en date du 14 août 2012 ;

VU le courrier du 10 juillet 2015 autorisant la prorogation du délai de mise en service du parc éolien ;

VU la liste rouge des mammifères continentaux de France métropolitaine de 2017 ;

VU le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres révisé en 2018 ;

VU les rapports des suivis environnementaux du parc éolien de Jasseines effectués en 2019, 2022 et 2023 transmis par l'exploitant ;

VU le rapport de visite et les propositions de l'inspection des installations classées du 17 juin 2025 établi à la suite de la visite d'inspection du 28 mai 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé du 17 juin 2025 avec accusé de réception du 25 juin 2025 ;

VU l'absence d'observations présentées par l'exploitant sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a réalisé des suivis conformes au protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres révisé en 2018 ;

CONSIDÉRANT que les trois suivis environnementaux réalisés ont mis en évidence un impact significatif sur les chiroptères, avec la découverte de 14 cadavres de chiroptères, dont 3 noctules communes, pour 5 aérogénérateurs sur les 6 composant le parc éolien de Jasseines ;

CONSIDÉRANT qu'aucun cadavre de chiroptère n'a été trouvé au pied E6 lors des suivis environnementaux réalisés ;

CONSIDÉRANT que des cadavres de noctule commune, noctule de Leisler, pipistrelle commune et pipistrelle de Nathusius ont été découverts lors des suivis environnementaux et que ces espèces sont inscrites dans la liste des chiroptères figurant à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 susvisé, et que leur destruction ou leur perturbation intentionnelle est interdite sur tout le territoire métropolitain ;

CONSIDÉRANT que la noctule commune a le statut d'espèce vulnérable dans la liste rouge des mammifères continentaux de France métropolitaine de 2017 ;

CONSIDÉRANT que l'impact du parc éolien de Jasseines sur les chiroptères justifie la mise en place de mesures destinées à prévenir leur mortalité ;

CONSIDÉRANT que le suivi environnemental réalisé en 2023 comprend un suivi d'activité des chiroptères à hauteur de nacelle montrant que plus de 90 % de l'activité est nocturne, pendant les mois de juillet, août et septembre, pour une vitesse de vent inférieure à 7,9 m/s et une température supérieure à 19,5°C ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 512-20 du code de l'environnement dispose que le préfet peut imposer toutes mesures visant à prévenir les dangers et risques mentionnés à l'article L. 511-1 du même code ;

CONSIDÉRANT que la protection de la nature fait partie des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'absence de mesures de réduction mises en place par l'exploitant en réponse aux constats répétés de mortalité significative de chiroptères ;

CONSIDÉRANT que l'arrêt des machines E1, E2, E3, E4 et E5 pendant les périodes de forte activité des chiroptères est de nature à réduire le risque de collision avec les pâles des éoliennes ou de barotraumatisme ;

CONSIDÉRANT que la suppression des accès aux différentes cavités des éoliennes est de nature à les rendre moins attractives pour les chiroptères ;

CONSIDÉRANT que l'entretien des plateformes des éoliennes afin que la végétation reste la plus clairsemée et la plus rase possible est de nature à réduire l'attractivité des chiroptères auprès des éoliennes ;

CONSIDÉRANT que selon l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, il convient de renouveler le suivi environnemental, conforme au protocole révisé en 2018, vérifiant notamment l'efficacité des mesures correctives ;

CONSIDÉRANT qu'en raison de la période d'activité des chiroptères, il est urgent de mettre en place les dispositions d'arrêt des machines, ce qui justifie de ne pas présenter les mesures en commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

La société EOLE JASSEINES, dont le siège social se situe 19 avenue Charles de Gaulle, 08300 RETHEL, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son parc éolien situé sur le territoire des communes d'AULNAY, BRILLECOURT et JASSEINES.

ARTICLE 2 : ACTIONS CORRECTIVES A METTRE EN ŒUVRE

2.1. Chiroptères

L'exploitant met en œuvre un arrêt des machines E1, E2, E3, E4 et E5 du parc éolien de Jasseines afin de limiter les impacts vis-à-vis des chiroptères. Cette mesure s'applique comme suit, pour chacune de ces éoliennes, lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- du 1^{er} juillet au 30 septembre ;
- du crépuscule (heure du coucher du soleil) à l'aube (heure de lever du soleil) ;
- lorsque la vitesse du vent est inférieure à 7,9 m/s ;
- lorsque la température est supérieure à 19,5 °C.

Les plateformes de maintenance de ces éoliennes sont stabilisées et entretenues, de préférence mécaniquement, de sorte que la végétation reste la plus clairsemée et la plus rase possible.

Les éventuelles cavités au niveau des nacelles et des mâts de ces éoliennes sont fermées pour éviter toute entrée de chiroptères.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements permettant de justifier du respect de la mise en place de ce bridage dans le respect des conditions listées ci-dessus.

2.2. Suivi environnemental

Un nouveau suivi environnemental, conforme au protocole en vigueur pour les parcs éoliens terrestres, est mené sur un cycle biologique complet et continu, au cours de l'année suivant la notification du présent arrêté, afin :

- d'évaluer l'efficacité des mesures prescrites ;
- et de proposer, si nécessaire, un affinement des paramètres de bridage.

ARTICLE 3 : NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié à la société EOLE JASSEINES.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de BRILLECOURT, AULNAY et JASSEINES pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'exploitant est soumis, est affiché par les maires de BRILLECOURT, AULNAY et JASSEINES, dans leur mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par les maires à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et les maires de BRILLECOURT, AULNAY et JASSEINES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est transmise pour information à la sous-préfète de Bar-sur-Aube.

Troyes, le **22 AOUT 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et de l'article R. 311-5 du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée devant la cour administrative d'appel de Nancy par voie postale à l'adresse suivante : 6 rue de Haut Bourgeois, 54000 NANCY ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée
2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.